Les langues très en danger

Dynamiques de précarisation et impact sur la revitalisation

Michel BERT(1), Bénédicte PIVOT(2)

(1) UMR 5596 DDL, Université Lumière Lyon 2,
(2) UR 739 DIPRALANG, Université de Montpellier Paul-Valéry

DOI : https://doi.org/10.17184/eac.9023

Résumé : Dans ce chapitre, nous souhaitons décrire les différentes dynamiques de précarisation en jeu dans les contextes de « langues très en danger », et leurs impacts négatifs sur les possibilités de revitalisation dont elles peuvent faire l'objet. Après avoir décrit l'ampleur de la menace de disparition qui pèse sur plus de la moitié des langues du monde et précisé ce que nous entendons par : « langues très en danger », nous montrons que différentes formes de précarité se combinent et participent à la fragilisation de ces langues : dans des contextes où ces langues souffrent d'une précarité liée à leur déficit de statut et à des politiques linguistiques souvent peu favorables, la vitalité des langues diminue progressivement, les communautés langagières se désagrègent, ce qui finit par affecter les langues elles-mêmes et amoindrit les possibilités de leur description et de leur documentation. Le manque de ressources linguistiques disponibles qui en découle restreint de ce fait les possibilités de revitalisation.

Mots-clés : langues en danger, vitalité des langues, politiques linguistiques, ressources linguistiques, attrition et obsolescence linguistiques, réseaux langagiers

Abstract: In this chapter, we describe the different dynamics of precarization at play in contexts of "highly endangered languages", and their negative impact on the possibilities of revitalization that they may undergo. After describing the extent to which more than half the world's languages are threatened with extinction, and clarifying what we mean by : After describing the extent to which more than half of the world's languages are in danger of disappearing, and clarifying what we mean by "highly endangered languages", we show that different forms of precariousness combine to make these languages more fragile: in contexts where these languages suffer from precariousness linked to their lack of status and often unfavourable language policies, the vitality of languages gradually diminishes, language communities disintegrate, which ultimately affects the languages themselves and reduces the possibilities for their description and documentation. The resulting lack of available language resources limits the scope for revitalization.

Keywords: endangered languages, language vitality, linguistic policies, language resources, attrition and linguistic obsolescence, language networks

En avant-propos de ce chapitre et de celui intitulé « La revitalisation des langues très en danger, un dispositif précaire et précarisant »[1], nous souhaitons définir l'objet de notre réflexion, à savoir les situations de *langues très en danger* et leur revitalisation. On considère comme langues en danger, des langues qui sont menacées de disparaître en tant que pratiques sociolangagières courantes et communes au sein d'un groupe de locuteurs.trices. Parmi ces situations, il existe un continuum de niveau de déclin corrélé à la vitalité de ces langues. Aussi, toutes les langues en danger ne le sont pas selon un même degré d'urgence, ni selon un même degré de déclin. Les langues en danger dont nous allons parler ici ne sont pas celles évoquées dans le chapitre précédent sur le chol du Chiapas mais celles qui se situent à l'extrémité de ce continuum[2], des langues très menacées qui n'ont presque plus de locuteurs et locutrices, dont les pratiques sociolangagières deviennent quasi inexistantes dans le domaine public et finissent par remplir généralement des fonctions plus symboliques que communicationnelles. Pour certaines, ce sont même des langues qui ne sont plus parlées dans la communauté depuis plusieurs générations. Elles sont alors qualifiées par leurs membres de « langues dormantes » (*sleeping languages*). Par *langues très en danger*, nous entendons donc des langues dont la transmission aux enfants a cessé depuis plusieurs générations et dont il ne reste (presque) plus d'usages spontanés.

Cette contribution et la suivante s'appuient principalement sur les observations et réflexions issues de nos recherches de terrain : au Nicaragua, avec les membres de la communauté amérindienne rama, en France, avec les membres des groupes patoisants du francoprovençal et de l'occitan vivaro-alpin voisin, ou encore dans l'Ouest américain, avec les Peuples Premiers et leurs différentes langues tribales, en Oregon principalement. Nous nous appuyons aussi sur l'expérience personnelle d'un des auteurs qui a pu observer la disparition progressive de la langue dans des communautés occitanes et francoprovençales de sa région d'origine, située au sud de St Etienne (42)[3].

Dans l'étude de cas qui suit, nous souhaitons décrire les différentes dynamiques de précarisation en jeu dans les contextes de *langues très en danger* (LTED) et leurs impacts négatifs sur les possibilités de revitalisation dont elles peuvent faire l'objet. Le sujet particulier de la revitalisation des LTED envisagé comme un dispositif précaire et précarisant, sera abordé dans le chapitre suivant « La revitalisation des langues très en danger, un dispositif précaire et précarisant ».

Dans un premier temps, nous décrirons comment le phénomène contemporain de disparition des langues dans le monde est progressivement devenu un objet de recherche spécifique, le domaine académique d'études sur les langues en danger (LED), puis nous nous attacherons à préciser ce que nous entendons par « langues très en danger », pour éviter des confusions avec des situations de LED souvent plus connues

[1] Le présent chapitre « Langues très en danger : dynamiques de précarisation et impact sur la revitalisation », ainsi que le chapitre suivant « La revitalisation des langues très en danger, un dispositif précaire et précarisant », ont été rédigés dans l'optique de se compléter car ils se basent sur les deux mêmes terrains et sont issus d'une réflexion et d'un travail de recherche communs aux deux auteur.rice.

[2] Correspondant par exemple, dans l'échelle de vitalité des langues de l'UNESCO, aux niveaux 0, 1 et 2, respectivement *extinct, critically endangered, severely endangered*, comme nous l'expliquerons ci-dessous.

[3] Les analyses proposées ici s'inscrivent dans la continuité des recherches conduites au sein du réseau constitué autour de l'équipe LED-TDR (*Langues En Danger : Terrain – Description/Documentation – Revitalisation*, UMR DDL).

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

mais dans lesquelles le déclin des langues est moins avancé. Nous rappellerons ensuite que ces langues souffrent en premier lieu d'une précarité liée à leur déficit de statut et à des politiques linguistiques souvent défavorables. Puis nous montrerons que le processus progressif de déclin de vitalité s'explique par la combinaison de plusieurs dynamiques de précarisation et qu'il se manifeste à la fois par une diminution du nombre de locuteurs et locutrices et par la raréfaction de leurs usages sociolangagiers, ce qui finit par affecter la structure linguistique elle-même. Nous verrons enfin que dans la situation sociolinguistique particulière des LTED, il existe presque toujours un déficit chronique de ressources linguistiques et didactiques pouvant servir à la revitalisation, ce qui constitue un autre élément facteur de précarisation

1 Contexte des langues très en danger

Depuis déjà longtemps, des observateurs ont remarqué que certaines langues risquaient de disparaître ou avaient totalement cessé d'être parlées à une date récente. Ce constat pouvait porter sur une aire géographique assez large, dans laquelle la menace pesait sur un grand nombre de langues, par exemple aux Etats-Unis durant le XX^{e} siècle. La prise de conscience s'est particulièrement développée à la fin de ce siècle, en particulier dans les Amériques à l'occasion du 500^{e} anniversaire de leur « découverte », qui a coûté la disparition d'un très grand nombre de peuples et de langues, comme dénoncé lors du congrès de linguistes du LSA 1991 (Hale *et al.* 1992, Hale 1992). Mais c'est seulement à la fin du XX^{e} siècle que, progressivement, on se rendit compte que ce phénomène était en fait fréquent, qu'il touchait toutes les régions du monde, à des degrés plus ou moins importants, et qu'il se généralisait (Robins & Uhlenbeck 1991).

Au sein de la communauté scientifique, des anthropologues et des linguistes furent parmi les premiers initiateurs d'échanges et de discussions internationales sur ce qu'ils considéraient être un appauvrissement de la diversité linguistique, regrettable sur le plan scientifique mais aussi très souvent aux yeux des communautés concernées par le risque de disparition de leur langue ancestrale. Progressivement, différents travaux et études comparatives permirent de mesurer l'ampleur du phénomène contemporain de disparition de langues du monde. L'étude des « *endangered languages* », « langues en danger » en français, s'établit comme un nouveau domaine de recherche (pour des publications en français, voir Duchêne & Heller 2007, Grinevald & Costa 2010, Grinevald & Bert 2010).

Les premières estimations, au début des années 2000, indiquaient que près de la moitié des langues du monde risquaient de disparaître d'ici à la fin du XXI^{e} siècle (Krauss 1992, UNESCO 2003, Hagège 2000). Aujourd'hui on sait que le nombre de langues menacées est en fait encore plus élevé. Entretemps, la connaissance de la situation des langues autochtones dans diverses parties du monde s'est améliorée, et des travaux ont affiné les critères d'évaluation de la vitalité des langues (Fishman 1991, 2001, UNESCO 2003, Lewis & Simons 2010). Parmi ceux-ci, sont en général mentionnés le nombre de locuteurs et locutrices, leur profil selon leur connaissance et leur usage de la langue, leur proportion au sein d'une communauté, mais aussi le statut officiel de la langue, l'état de sa documentation ou son adaptation aux nouveaux médias de communication. Mais le critère le plus important est indiscutablement le taux de

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

transmission aux nouvelles générations. Ainsi, si les enfants ne parlent plus aujourd'hui la langue autochtone de leur communauté, il n'y aura pratiquement plus personne capable de la parler à la fin de ce siècle.

Diverses échelles de vitalité ont été proposées. L'UNESCO par exemple, a dressé un premier état des lieux mondial et a mis en ligne une base de données des LED dans le monde[4], sur la base de 6 niveaux de vitalité possibles. Nous reproduisons ici le tableau synthétique des niveaux de vitalité appliqués au premier facteur pris en compte par l'UNESCO, le plus crucial : celui de la « Transmission de la langue d'une génération à l'autre » [5] :

Degré de vitalité	**Niveau**	**Nombre de locuteurs**
Sûre	5	La langue est en usage dans toutes les tranches d'âge, y compris chez les enfants.
Précaire	4	La langue est parlée par quelques enfants dans tous les domaines et par tous les enfants dans des domaines restreints.
En danger	3	La langue est surtout utilisée par la génération des parents et leurs ascendants.
Sérieusement en danger	2	La langue est surtout utilisée par la génération des grands-parents et leurs ascendants.
Moribond	1	La langue est connue d'un très petit nombre de locuteurs de la génération des arrière-grands-parents.
Morte	0	Il ne reste plus aucun locuteur.

De fait, cette échelle de vitalité s'est inspirée de celles qui visent à mesurer et représenter le degré de menace pesant sur la diversité biologique. Elle repose sur une métaphore avec l'état de santé d'un organisme vivant, dont les limites ont été justement soulignées (Nettle & Romaine 2000). Il faut noter aussi que la terminologie employée a également fait l'objet de critiques de la part de membres de communautés ainsi catégorisées, qui soulignaient qu'elle reposait systématiquement sur l'identification de manques, lacunes, carences. Cette terminologie ne mettait pas en valeur la prouesse que représentait le fait que ces langues soient encore parlées, au regard de la stigmatisation dont ces langues et leurs locuteurs-locutrices avaient très souvent été l'objet. En réaction, l'expression « *language death* », « mort des langues », par exemple, a été abandonnée. De même, langue « morte » (niveau 0), qui correspond dans l'échelle de l'UNESCO à des langues qui ont cessé d'être parlées dans les 50 dernières années, est aujourd'hui remplacée par « *sleeping language* », « langue dormante », dans le contexte de projets locaux de revitalisation qui se mettent en place en leur faveur. C'est le cas par exemple de certaines langues des Peuples Premiers, aux EU.

[4]Le nouvel atlas interactif est disponible sur le site https://en.wal.unesco.org/languages (consulté le 25/07/2024, mais c'est une nouvelle version qui est encore en test. Toutefois, le document de référence publié par l'UNESCO avec les critères de vitalité est disponible en ligne https://unesdoc.unesco.org/ark~:/48223/pf0000189451 (consulté le 25/07/2024).

[5]Tableau issu du document de travail du groupe d'experts spécial de l'UNESCO sur les langues en danger, produit en 2002 et disponible en ligne : https://ich.unesco.org/doc/src/00120-FR.pdf (consulté le 25/07/2024).

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

Nous nous concentrerons principalement sur les situations de *langues très en danger*, correspondant aux niveaux 2, 1 ou 0 sur l'échelle de l'UNESCO, car ce sont celles qui connaissent la précarité la plus importante[6]. Dans les situations de déclin moins avancé, les enfants parlent encore la langue ancestrale, alors que dans les cas considérés ici, seules des personnes âgées sont encore locutrices, pour les niveaux 2 et 1.

Si la population concernée par les niveaux 2 à 0 est au total peu importante, et si ces situations ne représentent qu'une sous-partie des langues considérées comme menacées, il est essentiel de prendre conscience que ces niveaux de vitalité 2 à 0 sont les stades par lesquels risque de passer progressivement la totalité des langues identifiées comme menacées à ce jour, soit, comme mentionné précédemment, plus de la moitié des langues actuellement parlées dans le monde. De plus, d'ici la fin du XXI^{e} siècle, cette dynamique de déclin risque de s'amorcer pour d'autres langues, en particulier celles qui sont en situation précaire, par exemple parce qu'elles ne bénéficient pas d'une reconnaissance officielle et/ou qu'elles souffrent d'une politique linguistique défavorable. Ce peut être le cas de « petites » langues, mais également de « grandes » langues en contexte local, comme par exemple le déclin des pratiques langagières en français dans les anciennes colonies évoqué dans les chapitres « précarité des enseignants de FLS vis-à-vis de la norme exogène du français et précarisation des élèves » et « précarité du statut de la langue enseignée et conséquences sur l'enseignement/apprentissage » qui pourrait aboutir à la disparition des variantes régionales du français.

2 Politiques linguistiques et précarisation des *langues très en danger*

Le statut d'une langue ne se résume évidemment pas à son degré de reconnaissance officielle dans le/les pays où elle est parlée, ni aux mesures de politiques linguistiques dont elle fait l'objet. Il dépend de multiples facteurs, de discours ou d'actions émanant de différentes instances, situés à des échelons divers, comme cela a été évoqué dans le cas des langues autochtones du Mexique dans le chapitre « sérendipité d'un atelier didactique dans une école chol des hautes terres du Chiapas » et dans une autre mesure dans le cas du français dans les anciennes colonies. Nous les considérons en partant d'abord de l'échelon international pour nous rapprocher ensuite progressivement du niveau local de la communauté.

Au niveau international, un discours en faveur de la diversité linguistique et de la nécessité de sa préservation s'est peu à peu imposé durant les dernières décennies : des textes ont été adoptés[7], et des moyens attribués à cette « cause ». Ainsi l'UNESCO, après avoir soutenu divers projets en faveur des langues menacées dans le monde, a décidé de lancer une « Décennie internationale des langues autochtones » (2022-2032), visant « à attirer l'attention du monde sur la perte critique des langues autochtones et sur le besoin urgent de les préserver et de les revitaliser »[8]. Cette action s'inscrit

[6] Il faut noter que le terme « précaire » apparaît d'ailleurs dans la version française de l'échelle de l'UNESCO, mais pour désigner un niveau de vitalité correspondant seulement au premier stade de menace sur la langue (niveau 4, « *unsafe* » en anglais).

[7] Tels que par exemple : la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques de l'ONU en 1992, la Déclaration universelle des droits linguistiques, signée à Barcelone en juin 1996 par l'UNESCO, ou encore la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée par l'UNESCO en 2003.

[8] Voir le site de l'ONU : https ://news.un.org/fr/story/2022/12/1130582 (consulté le 25/07/2024)

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

dans la continuité de l'engagement de l'UNESCO en faveur de l'enseignement interculturel bilingue qui favorise la coexistence des langues ethniques avec les langues de scolarisation dans les programmes scolaires[9].

L'impact de ces discours, de ces textes ou de ces actions issues d'instances internationales est cependant limité car les États restent maîtres de leurs politiques linguistiques. Cela concourt tout de même à une meilleure reconnaissance à l'international des langues autochtones et à une valorisation de leur statut dans certains contextes locaux. Les discours de l'UNESCO, par exemple, sont fréquemment invoqués par d'autres instances pour justifier leurs propres actions en faveur de la promotion des langues, y compris aujourd'hui par des acteurs et actrices à l'échelon local, dans de multiples parties du monde (c'est le cas par exemple au sein d'associations locales de promotion du francoprovençal).

Il faut toutefois noter que les discours et actions de ces instances internationales peuvent en même temps avoir des effets négatifs et pernicieux au niveau de l'échelon local : sentiments de désappropriation, d'assignation ethnique, hostilité à des injonctions ressenties comme contraignantes, poids de la responsabilité du sort de la langue imposée aux acteurs locaux, à des fins qui, elles, sont censées être universelles, telles que la préservation du Patrimoine Culturel Immatériel.

Des instances supra-étatiques peuvent elles aussi, dans certaines parties du monde, afficher à leur échelle un soutien aux langues minorisées, souvent menacées, et mettre en place des mesures pour favoriser leur valorisation et leur préservation. C'est le cas par exemple du Conseil de l'Europe depuis 1992, avec la « Charte européenne des langues régionales ou minoritaires », qui invoque non seulement la préservation de la diversité culturelle, mais aussi le maintien de la paix, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ou le renforcement de la démocratie.

Les États jouent un rôle primordial puisque ce sont les instances qui décident des politiques linguistiques qui peuvent directement bénéficier ou au contraire nuire au statut des langues menacées sur leur territoire. Ces politiques peuvent varier, d'une franche hostilité, avec des politiques assimilationnistes et linguicides, comme ce fut le cas avec les langues régionales de France au XVIII^{e} et XIX^{e} siècle mais également par rapport à la langue des signes comme cela est rappelé dans le chapitre sur les enfants sourds (infra), à une ouverture à la diversité linguistique, à la reconnaissance officielle et à la promotion des langues minoritaires, au soutien à leur transmission, comme par exemple la Constitution du Nicaragua qui reconnait certaines langues autochtones dont le rama. En France, on peut citer les lois autorisant l'enseignement de certaines langues régionales, dont la dernière, la Loi Molac (2021) qui autorise enfin l'enseignement optionnel du francoprovençal. Nous ne décrirons pas ici la multitude des possibilités qui peuvent exister le long de ce continuum entre hostilité et soutien, mais il paraît important de noter que, même dans le cas de politiques officielles en apparence bienveillantes, il peut exister un déficit de volonté politique pour appliquer des mesures pourtant prévues par les textes officiels, comme c'est le cas par exemple en France. L'insuffisance de soutien effectif peut aussi s'expliquer par un manque de moyens financiers étatiques permettant de mettre en place et d'appliquer les mesures

[9] Voir par exemple les principes directeurs de l'UNESCO pour l'éducation interculturelle de 2006.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

prévues, mais aussi par un manque de ressources autour de la langue elle-même, comme nous le montrerons dans notre dernière partie.

Entre le niveau étatique et celui de la communauté elle-même, des niveaux intermédiaires peuvent jouer un rôle dans certains pays. L'étendue de leurs prérogatives dépend du degré de centralisme de chaque pays considéré. En France, certaines Régions administratives soutiennent effectivement les langues parlées sur le territoire, comme par exemple l'Occitanie, la Bretagne ou le Pays Basque, mais elles ne disposent que d'un pouvoir limité, en particulier dans le domaine de l'enseignement. Aux Etats-Unis, les Réserves des Peuples Premiers, en tant qu'entités administratives d'autogestion, possèdent une liberté d'action plus importante et des moyens financiers propres pour s'engager dans la sauvegarde de leurs langues, mais un grand nombre de tribus n'ont pas obtenu de Réserve, l'ont perdue ou se retrouvent assimilées à d'autres tribus dans une même Réserve, et, minoritaires, ne peuvent faire valoir leurs droits linguistiques propres.

Des instances inter-communautaires, des fédérations, peuvent également exister dans certaines parties du monde (Amériques par exemple). Elles peuvent contribuer à un meilleur statut des langues autochtones, et éventuellement soutenir des actions de revitalisation, dans la mesure de leurs moyens, comme cela peut être le cas pour l'Enseignement Interculturel Bilingue présent en Amérique Latine et dont il est question dans le chapitre sur le Chiapas (infra).

Les discours et actions des différents niveaux précédemment cités influent évidemment sur le niveau local, celui de la communauté. Au sein de celle-ci, s'entrecroisent des dynamiques complexes en faveur des langues autochtones et d'autres qui leur sont hostiles. Ces ambivalences et contradictions se retrouvent également à l'échelle des individus qui composent ces communautés autochtones.

D'autres instances encore contribuent aux débats sur l'intérêt de la préservation de la diversité linguistique et influent sur le statut des langues menacées. Parmi ces autres instances, on peut mentionner les mouvements militants, les médias, certaines organisations religieuses, et bien sûr le monde académique dans lequel des positions divergentes cohabitent, donnant lieu à des débats internes.

De fait, malgré la mobilisation d'une grande diversité d'acteurs et d'actrices, la très grande majorité des langues du monde sont en situation précaire car elles ne bénéficient que d'une très faible reconnaissance, d'un soutien institutionnel et parfois communautaire au mieux limité, quand elles ne sont pas la cible d'une politique explicitement ou de fait linguicide. Face à quelques langues dominantes, promues, enseignées, diffusées à travers une multitude de médias, et considérées comme essentielles pour l'avenir des enfants, le déficit de statut des langues minorisées, ressenties par nombre de membres des communautés comme un emblème de la stigmatisation dont ils souffrent, contribuent souvent, à l'échelle locale, à une forme de dénigrement qui conduit à un abandon progressif de l'usage de ces langues et de leur transmission.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

3 Le déclin de vitalité des *langues très en danger* : des dynamiques croisées de précarisation

La diminution de la vitalité d'une langue s'explique par les caractéristiques des derniers locuteurs et locutrices, en fonction de leur profil, de leurs usages langagiers et de l'état de langue qu'ils peuvent maîtriser. Nous verrons ainsi que plusieurs dynamiques concomitantes de déclin coexistent dans les contextes de LTED et qu'elles contribuent en s'alimentant les unes les autres à accélérer le processus de précarisation en cours.

3.1 Des locuteurs et locutrices de moins en moins nombreux et nombreuses, des compétences linguistiques de plus en plus limitées

Comme le montre par exemple le tableau « Transmission de la langue d'une génération à l'autre » de l'UNESCO reproduit ci-dessus, dans les situations de LTED, le nombre de locuteurs et locutrices est de plus en plus limité, et l'âge de ces derniers locuteurs révèle que l'interruption de la transmission familiale date au moins de deux générations, dans les cas les plus favorables. Ces personnes âgées ne peuvent pas, en général, participer activement à des projets de revitalisation, même s'il existe des exceptions notables, et elles ne sont en général pas formées pour enseigner la langue. Ces locuteurs ne sont pas toujours conscients du risque de disparition de la langue, et même si c'est le cas, tous ne la regrettent pas forcément.

Au sein de la communauté, la proportion de ceux qui sont ou ont été des usagers réguliers de la langue, pour qui elle peut encore être un média de communication ordinaire, diminue peu à peu. Au fil des générations, la proportion des locuteurs et locutrices aux compétences plus restreintes augmente, ce qu'évoque le tableau supra : le niveau 2 cite les personnes qui « parlent » la langue, alors qu'au niveau 1 sont mentionnées des personnes qui la « connaissent ». Sans entrer dans le détail de la grande variété des profils de locuteurs typiques des situations de LED (voir par exemple Grinevald & Bert 2010, Bert & Grinevald 2010), il est important de s'arrêter sur au moins trois des principaux types de locuteurs caractéristiques des situations de *langues très en danger*, car leurs particularités, celles de leurs pratiques et de leurs connaissances linguistiques, permettent de mettre à jour un malentendu fréquent lors de la conception puis de la mise en œuvre de projets de revitalisation. Elles interrogent sur ce qui peut encore être transmis, et constituent un des facteurs conduisant à aggraver la dynamique de précarisation et de déclin en cours dans ces situations.

Dans la génération qui suit celle des derniers locuteurs natifs, celle qui a entendu la langue mais ne l'a jamais vraiment parlée, beaucoup de personnes ont encore des connaissances linguistiques et peuvent la comprendre. Elles constituent la majorité des membres d'une catégorie de locuteurs que N. Dorian a nommés *semi-speakers* dans ses travaux pionniers dans le domaine de la recherche sur LED (Dorian 1977). Si certains de ces *semi-speakers,* semi-locuteurs, peuvent s'exprimer assez couramment dans la langue sur des sujets du quotidien, d'autres n'y parviennent pas. À cause d'une acquisition seulement partielle de la langue autochtone, du manque d'exposition à des interactions langagières durant leur vie, et d'un usage resté sporadique, les semi-locuteurs éprouvent des difficultés qui entravent leurs possibilités de communication. Leurs pratiques langagières dans la langue autochtone sont très influencées par langue

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

devenue dominante. Elle présente aussi un taux important de variation linguistique, et des traits d'obsolescence[10] typiques des situations de LED, en général repérés, et parfois dénoncés par les locuteurs natifs.

Un autre profil de locuteurs et locutrices se retrouve aussi presque systématiquement dans les situations de LED. Il s'agit de personnes qui ont cessé de pratiquer la langue depuis longtemps et n'y ont plus été exposées ensuite. Ces locuteurs ne se souvenant parfois plus que de quelques mots sont nommés *rememberers* (*cf.* Grinevald Craig 1997, p. 259), *anciens locuteurs* en français (Bert 2001, Bert et Grinevald 2010). Plusieurs causes peuvent expliquer cette interruption du lien avec la langue. En cas d'émigration, une coupure se crée avec la communauté linguistique locale. Cet éloignement peut être le résultat d'un éloignement pour des raisons professionnelles, comme en France les personnes qui ont quitté leur région d'origine pour aller travailler en ville, ou en raison d'un départ forcé, comme dans le cas des déportations d'enfants vers des pensionnats éloignés, en Amérique du Nord ou au Canada par exemple.

La langue des anciens locuteurs est souvent plus archaïsante que celle des autres locuteurs et locutrices car elle est le reflet d'usages anciens. Les compétences linguistiques de ces *rusty speakers*, terme qui a parfois été utilisé pour les désigner (Dressler 1978), diffèrent selon les individus. Leur capacité de récupération de la langue peut être cruciale quand ils sont impliqués dans des projets de revitalisation. Elle dépend du taux d'acquisition initial (comme dans le cas d'enfants déportés à un âge précoce), et de la durée de l'interruption du contact avec la langue (désacquisition). Mais elle dépend aussi de l'éventuel traumatisme à l'origine de l'abandon de la langue, et de l'impact de l'acculturation qui s'en est suivie, qui peut avoir induit une détestation de la langue parfois irrémédiable, rendant l'oubli irréversible.

Dans les situations de déclin très avancé, les derniers locuteurs ou locutrices sont des personnes qui ne comprennent pas ou pratiquement pas la langue, mais qui en connaissent encore quelques bribes : des chansons ou des prières apprises par cœur, quelques mots emblématiques, des dictons, des formules figées comme des routines de politesse ou de salutations. On trouve dans la littérature différents termes pour désigner ce profil de locuteurs, termes aux connotations presque toujours dépréciatives : *last speakers*, *terminal speakers*, et en français sous-locuteurs, sous-usagers. Contrairement aux locuteurs précédents, la marge de récupération de ces locuteurs de la langue est très faible.

D'autres profils de locuteurs et locutrices ont été identifiés dans les situations de LED, comme les *near passive bilinguals* (Dorian 1982), qui peuvent éventuellement participer à des interactions dans la langue en danger, mais en s'exprimant dans la langue dominante, ou les *disclaimers* (Dorian 1986) correspondant aux locuteurs fantômes ou muets (Bert 2001), qui nient leur connaissance de la langue, souvent pour éviter d'être assimilés à une communauté à laquelle ils ne souhaitent pas être identifiés. Enfin, il faut mentionner les néo-locuteurs, des nouveaux locuteurs qui émergent en général quand des projets de revitalisation se mettent en place, comme présenté dans le chapitre « la revitalisation des langues très en danger, un dispositif précaire et précarisant » (infra).

[10] Voir section 3.3. pour le sens donné dans ce chapitre au terme « obsolescence »

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

Les essais de typologie des locuteurs et locutrices de LED ont permis de repérer des profils communs à des situations sociolinguistiques et sociopolitiques pourtant très différentes. Mais, dans les situations de déclin avancé en particulier, chacun des locuteurs restants possède une histoire linguistique particulière, une biographie langagière qui lui est propre : nombre d'entre eux possèdent des traits relevant de différents profils, et qui peuvent évoluer au cours du temps. Il ne s'agit donc pas de classer les locuteurs et locutrices de manière systématique et définitive en les assignant à un profil particulier. Pourtant le principe même d'une catégorisation peut être mal interprété par des membres de communautés, et les termes utilisés pour nommer ces profils peuvent avoir pour effet la délégitimation de certains locuteurs, ce qui contribue encore à leur précarisation. Elle reste toutefois utile car la proportion des différents profils renseigne sur l'état de vitalité de la langue et permet de concevoir des projets de revitalisation plus adaptés aux spécificités locales. Elle permet aussi de comparer les usages respectifs de la langue pour chaque profil et les caractéristiques de la langue qu'ils parlent, ou encore d'adapter les méthodologies de travail selon le type de locuteurs.

3.2 La diminution de l'usage de la langue : une communauté langagière qui se désagrège

La dynamique de déclin progressif d'une langue ne voit pas se succéder locuteurs natifs, semi-locuteurs puis derniers locuteurs. Ces trois profils peuvent co-exister, mais dans des proportions qui évoluent au cours du temps, jusqu'au stade le plus avancé où seules quelques personnes se souviennent encore de bribes de la langue.

Le processus de déclin qui précarise de plus en plus les *langues très en danger* ne s'explique pas seulement par le nombre de plus en plus faible de locuteurs et locutrices, mais aussi par une diminution de leurs pratiques sociolangagières. Même des locuteurs natifs/L1 peuvent progressivement cesser de parler la langue avec leurs interlocuteurs habituels, y compris entre personnes âgées pourtant habituées à interagir dans la langue depuis leur enfance. Le réseau des derniers locuteurs formant une communauté langagière active s'effiloche et se délite donc graduellement en micro-réseaux langagiers de plus en plus petits. Cette érosion est encore amplifiée par la disparition progressive des locuteurs les plus âgés, et n'est pas contrebalancée car aucune interaction nouvelle dans la langue ne se crée entre locuteurs déjà habitués à parler la langue dominante entre eux. Finalement, beaucoup de locuteurs et locutrices finissent par ne plus faire usage de la langue autochtone, faute d'interlocuteurs, alors qu'ils entretiennent pourtant des relations sociales avec des interlocuteurs potentiels, dont ils ne connaissent parfois pas les compétences dans la langue. Un des volets du processus de revitalisation consiste donc à recréer de nouveaux réseaux d'interlocuteurs, en essayant d'y inclure aussi des anciens locuteurs ou des semi-locuteurs par exemple.

L'usage de la langue par les personnes qui relèvent plutôt du profil des semi-locuteurs est souvent assez limité et il s'agit en général d'un usage marqué : « parler pour parler », « pour le plaisir de parler », pour montrer une connivence partagée, son appartenance à la communauté. Ces usages « monstratifs » sont typiques des situations postvernaculaires (Pivot 2014b). Lors d'interactions entre eux, ils emploient des éléments de la langue ancestrale dans des échanges majoritairement en langue dominante. Ils peuvent aussi essayer de parler la langue avec des locuteurs natifs si c'est encore

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

possible, mais ces derniers basculent souvent vers la langue dominante, dans laquelle ils peuvent s'exprimer aussi sans problème[11]. Cette réaction s'explique parfois par une franche réaction de purisme, mais elle est le plus souvent spontanée car les échanges sont ainsi plus faciles et plus fluides. Le même phénomène peut aussi se produire avec des néo-locuteurs, des personnes qui en général ne parlent pas couramment la langue autochtone, et s'efforcent de l'apprendre à l'aide des ressources qu'ils parviennent à trouver, ou bien qui ont acquis une variété « inhabituelle » aux oreilles des locuteurs traditionnels. Cette tendance des locuteurs natifs à parler la langue dominante avec des locuteurs moins compétents qu'eux dans la langue autochtone alimente la dynamique de déclin, en décourageant leurs tentatives d'apprentissage ou de réacquisition.

La majorité des locuteurs et locutrices qui n'ont pas acquis la langue durant l'enfance et qui en ont peu fait usage ensuite partagent un sentiment d'insécurité linguistique important, qui, couplé à leurs compétences linguistiques partielles, limite leurs possibilités de communication. De fait, ces locuteurs et locutrices ne sont en général pas en capacité de transmettre la langue comme média de communication ordinaire autonome. L'injonction faite à ces locuteurs et locutrices de « parler » et de « transmettre », émise parfois par des autorités qui se veulent bienveillantes, les place dans une situation d'échec et les fragilise en les délégitimant. S'ils sont les derniers locuteurs encore présents, la dynamique de déclin devient alors difficile à enrayer et accroît le processus de précarisation en cours.

3.3 Ce que la baisse de vitalité fait à la langue

La raréfaction des locuteurs et locutrices et de leurs pratiques sociolangagières décrites ci-dessus ont des effets sur la structure de la langue elle-même, et cet impact linguistique contribue aussi à sa précarisation. Ces évolutions linguistiques, typiques des situations de LED, relèvent du domaine de recherche sur l'attrition langagière et de celui connu en particulier sous le nom d'obsolescence[12] linguistique. Un bref inventaire de certaines évolutions fréquentes dans les contextes de LED révèle leurs répercussions possibles sur la langue et leurs conséquences sur son éventuelle entreprise de revitalisation.

- L'attrition de la langue entraîne une forme d'appauvrissement : certains registres de langue disparaissent progressivement, et une partie du lexique peut être oubliée.

L'usage de plus en plus rare de la langue conduit à l'abandon de certains contextes d'interaction. En conséquence, des registres particuliers, et des pans de la langue qui leurs sont associés, sont alors oubliés et perdus. Souvent, la pratique langagière qui est parvenue à perdurer est celle restreinte à des cercles privés, entre proches, ce qui permet d'avoir encore accès aux registres informels et au lexique de la vie quotidienne, qui sont des ressources souvent utilisées dans les premières étapes de

[11] Dans les situations de *langues très en danger*, il n'y a plus de locuteurs monolingues en langue autochtone.

[12] Les termes « attrition » et « obsolescence » peuvent être employés, selon les auteurs, autrices, et les traditions de recherche, comme des synonymes, ou ils peuvent recouvrir des sens partiellement différents. Dans ce chapitre, le terme « attrition » désigne les effets de la perte de fonctions sociolinguistiques de la langue sur la diversité de ses registres et sur son lexique, et « obsolescence » est employé pour décrire l'impact de la perte de vitalité de la langue sur sa structure.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

la revitalisation. Mais des registres plus formels (ceux employés dans des échanges avec une autorité – tel que le représentant religieux ou communautaire –, ou lors de cérémonies par exemple) cessent d'être employés car les interactions dans la langue se déroulent dorénavant essentiellement entre personnes proches. Le registre propre aux interactions avec les jeunes enfants (formulettes, berceuses par exemple) se perd également, puisque les enfants ne sont plus élevés dans la langue ancestrale depuis plusieurs générations. La disparition progressive des interactions langagières peut aussi s'accompagner d'une interruption de la transmission de la littérature orale, et des registres qui lui sont propres.

Dans d'autres contextes au contraire, seuls des éléments de littérature orale ou de liturgie, des chants et des prières, sont encore connus, mais ils sont mémorisés par cœur, et personne ne sait plus ce qu'ils signifient très précisément : une traduction mot à mot est alors impossible.

Les langues dormantes (*sleeping languages*), constituent enfin des cas limites car au mieux, le seul matériel oral encore connu dans ces contextes se limite à des formules figées, et quelques mots, emblématiques de la culture locale.

Le lexique est également affecté. C'est le cas du vocabulaire propre aux pratiques socio-culturelles abandonnées et à celui lié aux domaines dans lesquels même les derniers locuteurs parlent en langue dominante. Ainsi par exemple, dans la région du Pilat en France, la langue (l'occitan ou le francoprovençal) s'est maintenue majoritairement chez les hommes, et ils ignorent aujourd'hui une partie du vocabulaire des domaines culturellement dévolus autrefois aux femmes, alors que ce vocabulaire concerne pourtant des termes relevant de la vie quotidienne. L'oubli touche aussi les toponymes. Leur sens initial n'est plus connu, et leur prononciation évolue. Un travail avec les derniers locuteurs peut permettre de reconstituer ce patrimoine (par exemple sur le terrain francoprovençal). L'enjeu peut même être crucial, comme pour les ramas au Nicaragua, quand il a fallu argumenter les limites de leur territoire ancestral (Grinevald & Kauffmann 2006, Pivot 2014 a, Pivot 2016).

Cette attrition s'apparente à celle qui peut exister dans d'autres situations de désacquisition et de perte de langue (rupture avec la communauté linguistique d'origine par émigration par exemple). Mais dans ces situations, d'autres locuteurs et locutrices continuent à parler la langue, alors que, dans le cas des *langues très en danger*, cette perte est irrémédiable car il n'existe plus nulle part une communauté dans laquelle ces pans de la langue se maintiennent toujours.

- L'obsolescence linguistique recouvre plusieurs types d'évolutions linguistiques à l'œuvre dans les contextes de LED.

A un premier stade de perte de vitalité commencent à s'opérer des phénomènes de généralisation, d'analogie qui tendent à supprimer les traits linguistiques les moins fréquents, les plus complexes, en particulier s'ils sont absents dans la langue dominante (comme par exemple dans la région du Pilat, la perte de formes rares de pluriel ou de certains phonèmes ou traits prosodiques, ou, en iaai de Nouvelle Calédonie, la

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

simplification du système des classes nominales (Dotte 2013))[13]. Ces changements linguistiques se rencontrent également dans des langues non menacées, mais dans le cadre de processus de revitalisation et d'établissement d'une forme de norme, en particulier d'une orthographe, ils peuvent entraîner les premières tensions autour de la légitimité de tel ou telle locuteur ou locutrice.

Dans les contextes de *langues très en danger*, des interférences dues au contact étroit avec la langue dominante peuvent conduire à des évolutions nettement plus importantes[14], comme le changement de l'ordre des mots en rama par exemple. Et quand les seules personnes qui connaissent encore la langue sont des *semi-locuteurs*, un polymorphisme grandissant survient très souvent, car aucune instance sociale ne vient plus valider ou au contraire sanctionner des formes alternatives, qui peuvent alors proliférer. Cette manifestation de l'obsolescence s'observe entre locuteurs mais aussi chez un même locuteur. Des observations en terrain francoprovençal ou nicaraguayen montrent que la même personne peut en fait utiliser des formes différentes, par exemple lors d'interactions publiques comme une saynète dans le cadre d'activités associatives, ou lorsqu'elle discute en aparté avec son voisin dans le même contexte, ou encore avec un linguiste, selon la tâche proposée (élicitation de mots, production de récits spontanés ou à partir d'un support écrit ou audio-visuel).

L'attrition et l'obsolescence contribuent à la précarisation de la langue. En situation de déclin avancé, la langue n'est plus à même de jouer un rôle d'outil de communication ordinaire car trop d'éléments linguistiques ne sont plus en usage et ont même été oubliés. D'autre part, la variabilité linguistique de plus en plus importante est un facteur de dissensions potentielles entre locuteurs et locutrices et elle rend plus difficile les choix à conduire en vue de l'établissement d'un système orthographique.

Cette partie consacrée à décrire l'évolution de la vitalité que connaissent les *langues très en danger* montre que plusieurs dynamiques de déclin s'intriquent et jouent en défaveur de la langue, voire tendent à en accélérer son déclin, ce qui contribue à sa précarisation. Les personnes qui parlent, peu ou prou, ou qui connaissent encore la langue sont de moins en moins nombreuses, leurs usages et leurs interactions diminuent, et le système linguistique lui-même finit par en être affecté. La partie suivante décrit les implications de ces évolutions sur la constitution encore possible de ressources permettant la description et la documentation de la langue, étapes nécessaires en vue de sa revitalisation.

4 *Langues très en danger* : un manque de ressources linguistiques précarisant dans une perspective de revitalisation

Parmi les langues susceptibles de bénéficier de projets de revitalisation, les *langues très en danger* présentent une caractéristique partagée : elles souffrent très souvent d'un déficit de ressources linguistiques (description scientifique et documentation de la langue) et didactiques (orthographe et supports écrits) sur lesquelles s'appuyer

[13] C'est sur la base de ce type d'évolutions que N. Dorian a distingué parmi les *fluents speakers* les *old fluent speakers* des *young fluent speakers* (Dorian 1981).

[14] Plus importantes aux yeux des linguistes, mais par forcément pour tous les locuteurs ou les acteurs impliqués dans la revitalisation.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

pour mettre en place des projets de revitalisation, ce qui constitue un autre facteur aggravant de précarité.

4.1 Les limites de la description et la documentation de langue dans les contextes de *langues très en danger*

Au cours des dernières décennies, le domaine de recherche sur LED s'est peu à peu établi au sein de la sphère académique. Des standards ont émergé autour du travail de description et de documentation des langues à tradition orale, et en particulier des LED, et une professionnalisation s'est progressivement opérée, grâce au soutien de diverses fondations (Grinevald & Costa 2010). Cela a permis la réalisation de nouvelles grammaires de langues encore non décrites, sur la base de corpus documentant ces langues, et des projets de revitalisation ont pu en bénéficier, comme le montre l'exemple des ateliers TERPLO évoqués dans le chapitre sur le Chiapas (infra). Mais parmi les nombreuses langues risquant de disparaître à brève échéance, très peu disposent aujourd'hui d'une description relativement avancée et d'une documentation solide. La réalisation d'une telle entreprise s'avère en effet difficile à mener à bien, à cause du contexte sociolinguistique propre à ces situations de *langues très en danger.*

La description d'une langue non décrite débute par un inventaire phonétique et une analyse phonologique du système linguistique. Ce volet de la description s'appuie sur une élicitation de mots, ce qui aboutit parallèlement aux premières listes de vocabulaire, permettant ensuite la réalisation d'un dictionnaire plus exhaustif.

Même dans les contextes les plus favorables des situations de LTED considérées ici (niveau 2 : « la langue est surtout utilisée par la génération des grands-parents et leurs ascendants »), les personnes qui peuvent participer aux collectes sont des personnes âgées. Pour des raisons de disponibilité, de santé, l'expérience montre que ce travail n'est possible qu'avec une petite partie seulement des locuteurs présents dans la communauté. Aux stades de déclin plus avancés, de moins en moins de personnes peuvent y contribuer, et le sentiment d'insécurité linguistique de plus en plus prégnant chez elles, les fragilise et complique le recueil de données. La baisse de vitalité sociolinguistique a aussi des répercussions linguistiques : des pans de lexiques ont déjà disparu, et l'impact du contact étroit avec la langue dominante comme la variation linguistique grandissante complexifient l'analyse phonétique et phonologique.

La description doit ensuite porter sur l'analyse de la morphosyntaxe et de la syntaxe, et, en parallèle, de la sémantique. Les analyses grammaticales visent à décrire d'abord les phrases simples puis les phrases complexes. Ce travail s'appuie sur des enregistrements de récits spontanés ou produits par *stimuli* (dessins, vidéos…). Mais au fur et à mesure du déclin de la langue, le nombre de personnes capables de réaliser ce type de tâche diminue, et il devient de plus en plus difficile à réaliser. L'étape suivante d'analyse de la langue en discours, qui suppose l'enregistrement d'interactions, n'est déjà presque plus possible au stade 1 de vitalité[15].

Le travail de terrain sur LED exige d'adapter les méthodes de travail afin de tenir compte des spécificités des locuteurs de ces langues, et de ne pas les mettre en

[15] Pour rappel : stade 2 « la langue est connue d'un très petit nombre de locuteurs de la génération des arrière-grands-parents »

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

échec. Des locuteurs et locutrices de différents profils peuvent être mobilisés. Ainsi par exemple, des semi-locuteurs peuvent contribuer à transcrire et traduire des données recueillies auprès de locuteurs plus fluents, et dont la langue est moins affectée par l'attrition et l'obsolescence (*cf.* Grinevald 2010, Guillaume 2010).

Cependant, aux stades des déclins les plus avancés, la description reste lacunaire, certains aspects de la langue ne pouvant plus être décrits.

La documentation scientifique d'une langue, selon les standards développés ces dernières décennies dans le domaine de recherche sur LED (Gippert, Himmelmann & Mosel 2006), vise à recueillir, auprès d'un échantillon de la population le plus large et représentatif possible, des enregistrements audio et vidéo d'un maximum de contextes et de registres d'usages de la langue, et à collecter aussi des informations culturelles, des éléments de littérature orale, des savoir-faire et pratiques de la communauté concernée. Une partie de ces données doit ensuite être transcrite et traduite, avec, pour certains extraits, une annotation morphosyntaxique. Une telle entreprise est très coûteuse et exige beaucoup de temps[16]. Les fondations qui financent les projets de documentation ont décidé de privilégier parmi les langues à tradition orale celles qui sont menacées, puisqu'elles risquent de disparaître définitivement, et en particulier celles pour lesquelles les communautés réclament l'aide de linguistes.

Les projets de documentation scientifique d'une LTED exigent encore plus de temps que pour une langue « vitale », et, faute de locuteurs et locutrices et parce que l'oubli a déjà fait son œuvre, ils restent forcément lacunaires par rapport aux ambitions correspondant aux standards scientifiques actuels. Pour les communautés qui cherchent à enrayer la disparition de leurs langues, ce manque de matériaux a forcément un impact négatif sur les possibilités de revitalisation. De plus, les études conçues à des fins de recherche, parfois rédigées dans une langue inconnue des membres de la communauté, sont de toute façon peu compréhensibles par des non spécialistes. La préoccupation contemporaine de rendre accessibles aux communautés les résultats de ces nouvelles recherches est récente, et ne s'est pas encore généralisée[17]. En outre, les documentations de langues réalisées pour des objectifs strictement linguistiques de description ne répondent pas aux besoins des communautés, qui souhaitent disposer de matériaux utiles pour la transmission. La prise en compte de ces attentes par le monde académique est récente et ne s'est pas non plus généralisée, pour des raisons qui ne tiennent pas forcément compte des chercheurs travaillant sur ces langues.

4.2 Le problème de l'écriture dans les situations de *langues très en danger*

Les LTED n'appartiennent pas au cercle restreint des langues standardisées possédant une tradition d'écriture. Or l'écriture d'une langue semble être considérée unanimement comme une condition nécessaire pour qu'elles puissent faire l'objet d'un processus de revitalisation.

[16] Voir par exemple Dickinson 2010.

[17] Cette activité n'est en général pas soutenue par l'Académie, et ses résultats ne sont pas valorisés comme des travaux scientifiques.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

Quand il n'existe pas encore de système d'écriture, se posent, au moment de la conception d'une orthographe, les questions habituelles liées à la variation linguistique. Ainsi par exemple, quelle variété régionale choisir s'il en existe plusieurs ? Mais, à ces difficultés récurrentes lors de la graphisation d'une langue, s'ajoute un autre écueil propre aux LTED : le polymorphisme dû à l'obsolescence linguistique, corollaire de la perte de vitalité et de l'usage de plus en plus rare dans des cercles de plus en plus restreints. Dans un tel contexte, sur la base de quelle(s) variété(s), de quel(s) parler(s) s'appuyer pour concevoir un système orthographique ? Le parler d'une personne âgée, réputée bonne locutrice et détentrice d'un état ancien de la langue, au risque de se baser en fait sur un idiolecte ? Les évolutions linguistiques des semi-locuteurs, parfois condamnées par les locuteurs plus compétents, ont pourtant de grandes chances d'être transmises car les personnes les plus engagées dans les projets de revitalisation se recrutent très souvent parmi cette catégorie de locuteurs, en général moins âgés. Même si l'acceptation de la variation est localement mise en avant, la création d'un système d'écriture suppose un choix parmi les variantes attestées, et une normalisation découle forcément d'une grammatisation minimale de la langue, étape perçue comme nécessaire en vue de son enseignement. Étape qui est bien souvent le fait de linguistes, assistés ou accompagnés, mais pas toujours, par une poignée de membres des communautés, eux-mêmes pas forcément représentatifs des pratiques, donc des besoins, majoritaires.

Au-delà de la question du système orthographique, quels supports écrits développer pour l'enseignement ? Le plus souvent, il n'existe pas ou pratiquement pas de ressources écrites ni de matériel didactique pouvant aider à la transmission des LTED. En général, peu de personnes sont lettrées, ou ont des pratiques scripturales régulières dans la langue, et il n'existe pas (sauf exceptions, trop rares pour avoir un effet de diffusion des pratiques) d'enseignants formés pour enseigner la langue. Il faut d'ailleurs noter que l'acquisition de la langue est souvent complexe, car la langue dominante est en général différente génétiquement et typologiquement de la langue à apprendre.

Le manque de ressources linguistiques et didactiques observé dans les situations de LED, et particulièrement de *langues très en danger*, constitue un autre facteur de précarité, car il a une incidence négative dans le développement possible de projets locaux de transmission de la langue.

5 Conclusion

Ce chapitre visait à identifier certains des facteurs à l'origine de la menace qui pèse sur la diversité linguistique mondiale. Nous avons d'abord rappelé qu'un grand nombre de langues du monde sont précarisées en raison d'une absence de reconnaissance et d'un déficit de statut, de politiques linguistiques défavorables ou peu ambitieuses, et d'une exposition croissante à la concurrence de langues devenues dominantes sur leur territoire. Et si certains discours internationaux contribuent à valoriser cette diversité, ils peuvent avoir au sein des communautés des effets contre-productifs, voire néfastes. Puis nous avons décrit différents aspects du processus de déclin que connaissent les LTED. Le nombre de locuteurs et locutrices diminue peu à peu, leurs compétences linguistiques décroissent au fil de générations, alors que le sentiment d'insécurité linguistique s'accentue. Parallèlement les réseaux d'interactions se désa-

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

grègent progressivement, les pratiques sociolangagières deviennent de plus en plus rares et finissent par se cantonner à des fonctions symboliques, identitaires ou démonstratives. Cette diminution de la vitalité de la langue finit par avoir un impact sur le système linguistique lui-même. Ces différentes dynamiques de précarisation « intriquées » s'auto-entretiennent, s'alimentent et accentuent le processus de déclin. En définitive, la langue perd sa capacité à jouer un rôle de média de communication ordinaire.

Pour prévenir la disparition d'une langue, les projets de revitalisation s'appuient en général sur des ressources linguistiques élaborées à partir de la description et de la documentation scientifiques des langues. Or, dans les contextes particuliers de LTED, cette entreprise de description et de documentation est difficile à mener à bien, et les ressources constituées restent donc souvent lacunaires, ce qui constitue un facteur de précarisation.

Les différentes dynamiques de précarisation en jeu dans les contextes de LTED, conduisent à des situations précaires que l'on peut résumer à travers les sèmes de marginalité, dépendance et temporalité.

Ainsi la langue est marginalisée, tant dans son statut que dans ses usages. Elle passe par une étape de délégitimation où elle doit prouver qu'elle est « une vraie » langue en se dotant des attributs de celles-ci : une graphie, des ressources, des fonctions et usages, des locuteurs et locutrices, une transmission, etc. Les locuteurs et locutrices sont aussi marginalisé.e.s. D'abord pour leurs pratiques qui ne sont que rarement celles reconnues, parce que trop archaïques, ou trop lacunaires, mais aussi éventuellement trop différentes d'une norme détenue ou instituée par les linguistes, les anciens, les néolocuteurs, les institutions, etc. Cette marginalisation peut avoir lieu au sein même des communautés comme dans l'ensemble de la société. Être locuteur ou locutrice souvent ne se décrète pas mais relève d'une reconnaissance, d'une légitimation des autres membres de la communauté, des Institutions, du ou de la linguiste, qui repose sur des critères chaque fois différents. Enfin, les communautés elles-mêmes sont marginalisées, comme groupe social ethnique aux pratiques singulières qui doivent se conformer à un ordre social dominant, par l'abandon de ces pratiques et de leur langue.

Les relations de dépendances touchent les communautés linguistiques qui ont besoin des linguistes pour tout ce qui relève du travail de description et de documentation et d'aménagement linguistique, ou, comme on le verra dans le chapitre suivant, des experts pour la didactisation du matériel en vue de l'enseignement. La langue, quant à elle, dépend de la reconnaissance institutionnelle, mais aussi et surtout de la langue dominante. Elle n'est plus suffisante pour remplir les fonctions de communication ordinaire et ne s'expose plus que rarement sans traduction dans la langue dominante.

Enfin, la temporalité est le sème définitoire de la précarité des situations de *langues très en danger*, tant les situations sont celles d'une course contre la montre avant la disparition des derniers locuteurs, de l'extinction de toutes les pratiques sociolangagières, de l'oubli non seulement de la langue en tant que mode de communication mais aussi et surtout de son existence ethnoculturelle.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

Bibliographie

Bert, Michel (2001), *Rencontre de langues et francisation : L'exemple du Pilat* [Thèse de Doctorat, Université Lyon 2].

Bert, Michel ; Grinevald, Colette. (2010). « Proposition de typologie des locuteurs de LED », Colette Grinevald ; Michel Bert (dir.), *Linguistique de terrain sur langues en danger. Locuteurs et linguistes*, Ophrys, « *Faits de langue* », vol. 35/36, p. 117-132.

Dickinson, Connie (2010) « Quand les Tsachila (Equateur) eux-mêmes documentent leur langue et leur culture », Colette Grinevald ; Michel Bert (dir.), *Linguistique de terrain sur langues en danger. Locuteurs et linguistes*, Ophrys, « *Faits de langue* », vol. 35/36, p. 303-321.

Dorian, Nancy C. (1977) « The problem of Semi-Speaker in language death », *International Journal of the Sociology of Language*, Vol *12*, p. 23-32.

Dorian, Nancy C., *Language death : The life cycle of a Scottish Gaelic dialect*, University of Pennsylvania Press, 1981.

Dorian, Nancy C. (1982) « Defining the Speech Community to Include its Working Margins », in Romaine, Suzanne (dir.), *Sociolinguistic Variation in Speech Communities*, Edward Arnold, p. 25-33.

Dorian, Nancy. C. (1986) « Gathering Language Data in Terminal Speech Communities », in *The Fergusionian Impact*, vol. 2, *Sociolinguistics and the Sociology of Language,* Berlin, Mouton de Gruyter, p. 555 – 575.

Dotte, Anne-Laure (2013), *Le iaai aujourd'hui : évolutions sociolinguistiques et linguistiques d'une langue kanak de Nouvelle-Calédonie (Ouvéa, Iles Loyauté).* [Thèse de doctorat, Université Lyon 2].

Dressler, W. U. (1978) « Language Shift and Language Death – a Protean Challenge for the Linguist », in *Folia Linguistica*, Vol 15/1-2, p. 5-27.

Duchêne, Alexandre ; Heller, Monica, *Discourses of endangerment. Interest and Ideology in the Defense of Languages. London, New York : Continuum*, 2007.

Fishman, Joshua. A., *Reversing Language Shift : Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Multilingual Matters, 1991.

Fishman, Josuha A., *Can Threatened Languages be Saved ? : Reversing Language Shift, Revisited : A 21st Century Perspective*. Multilingual Matters, 2001.

Gippert, Jost ; Himmelmann, Nikolaus ; Mosel, Ulrike (dir.) *Essentials of Language Documentation*. Berlin, New York : De Gruyter Mouton, 2006. https://doi.org/10.1515/9783110197730.1

Grinevald Craig, Colette (1997) « Language Contact and Language Degeneration », in Coulmas, Florian (Ed)., *Handbook of Sociolinguistics*, Oxford, Blackwell, p. 257-270.

Grinevald, Colette (2010) « Quarante ans de perspective sur deux langues en danger : le jakaltek popti' du Guatemala et le rama du Nicaragua », Colette Grinevald ; Michel Bert (dir.), *Linguistique de terrain sur langues en danger. Locuteurs et linguistes*, Ophrys, « *Faits de langue* », vol. 35/36, p. 39-78.

Grinevald, Colette ; Bert, Michel (dir.) (2010) *Linguistique de terrain sur langues en danger. Locuteurs et linguistes*, Ophrys, « *Faits de langue* », vol. 35/36, p. 39-78.

Grinevald, Colette ; Costa, James (2010) « Langues en danger : Le phénomène et la réponse des linguistes », Colette Grinevald ; Michel Bert (dir.), *Linguistique de terrain sur langues en danger. Locuteurs et linguistes*, Ophrys, « *Faits de langue* », vol. 35/36, p. 23-37.

Grinevald, Colette ; Kauffmann, Maricela. (2006) « Toponimia del territorio en la lengua y cultural del pueblo Rama », In Gonzalez, Miguel ; Jentoft, Svein ; Arja Koskinen ; Lopez, Diala (dir.), *El pueblo Rama luchando por tierra y cultura, The rama People struggling for land and culture*, URACCAN, p. 323-370.

Guillaume, Antoine (2010) « Documentation du reyesano de Bolivie : portraits des derniers locuteurs », Colette Grinevald ; Michel Bert (dir.), *Linguistique de terrain sur langues en danger. Locuteurs et linguistes*, Ophrys, « *Faits de langue* », vol. 35/36, p. 265-286.

Hagège, Claude, *Halte à la mort des langues*. Odile Jacob, 2000.

Hale, Ken (1992), « Language endangerment and the human value of linguistic diversity. *Language* », Vol 68 (1), p. 35-42.

Hale, Ken ; Krauss, Michael ; Watahomigie, Lucille J. ; Yamamoto, Akira Y. ; Craig, Colette ; LaVerne Masayesva, Jeanne ; England, Nora C. (1992), « Endangered Languages », *Language*, Vol 68 (1), p. 1-42.

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632

Krauss, Michael (1992), « The world's languages in crisis », *Language*, Vol 68 (1), p. 4-10.

Lewis, Paul ; Simons, Gary (2010), « Assessing endangerment : Expanding Fishman's GIDS », *Revue Roumaine de linguistique*, Vol 55 (2), p. 103-120.

Nettle, Daniel ; Romaine, Suzanne, *Vanishing Voices : The Extinction of the World's Languages*, OUP USA, 2000.

Pivot, Bénédicte (2014a), « Langue et Territoire, quand l'un légitime l'autre. Le cas du rama du Nicaragua », in Reguigui, Ali ; Boissonneault, Julie (dir.), *Langue et territoire. Études en aménagement linguistique/-Language and Territory. Studies in Language Planning, Human sciences monograph* series 14, p. 91-120.

Pivot, Bénédicte (2014b), « Revitalisation de langues postvernaculaires : Le francoprovençal en Rhône-Alpes et le rama au Nicaragua », [thèse de doctorat, Université Lyon 2].

Pivot, Bénédicte. (2016), « Quand le territoire est un espace construit par la langue ou : Quelles conséquences pour la revitalisation des langues post-vernaculaires ? », *Les cahiers du GEPE, PUS, Langue(s) et espace(s) ; langue(s) et identité(s)*, Vol 8, [en ligne]. http://cahiersdugepe.misha.fr/index.php~?id=2881

Robins, Robert H. ; Uhlenbeck, Eugenius M. (dir.), *Endangered Languages*, Berg Publishers Limited, 1991.

UNESCO (2003), « Vitalité et disparition des langues : Groupe d'experts spécial de l'UNESCO sur les langues en danger » http://portal.unesco.org/culture/fr/files/35646/12007683043Vitalit%E9_et_disparition_des_langues.pdf/Vitalit%E9%2Bet%2Bdisparition%2Bdes%2Blangues.pdf

Published in : ZEITER, Anne-Christel ; PIVOT, Bénédicte (dir.), *Langues et précarités*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005632, doi : 10.17184/eac.9782813005632